97-84156-9

Barthou, Louis

L'effort italien

Paris

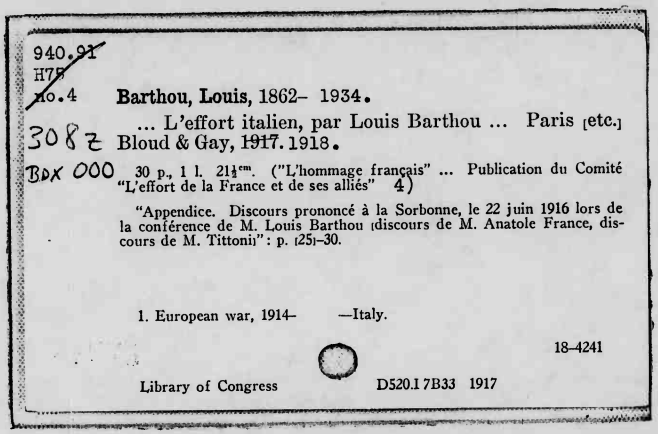
1918

97-84156-9
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD



940.91
H7F
no.4
3087
BDX 000

Barthou, Louis, 1862– 1934.
... L'effort italien, par Louis Barthou ... Paris [etc.] Bloud & Gay, 1917. 1918.
30 p., 1 l. 21½cm. ("L'hommage français" ... Publication du Comité "L'effort de la France et de ses alliés" 4)
"Appendice. Discours prononcé à la Sorbonne, le 22 juin 1916 lors de la conférence de M. Louis Barthou (discours de M. Anatole France, discours de M. Tittoni)": p. [25]–30.

1. European war, 1914– —Italy.

18-4241

Library of Congress D520.17B33 1917

RESTRICTIONS ON USE: Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 10:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 8/7/97 INITIALS: TLM

TRACKING # : MSH 26397

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

"L'HOMMAGE FRANÇAIS"

L'EFFORT ITALIEN

PAR

LOUIS **BARTHOU**

ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL

PUBLICATION DU COMITÉ
"L'EFFORT DE LA FRANCE
:: :: ET DE SES ALLIÉS" :: ::

BLOUD & GAY
Éditeurs
PARIS — *3, rue Garancière*
BARCELONE — *53, calle del Bruch*
1918
Tous droits réservés

L'EFFORT ITALIEN

June 9, 1920 ABT

SOUS le titre L'Effort de la France et de ses Alliés, *il a été fondé à Paris, sous la présidence de M. Stéphen Pichon, un Comité de Conférences dont le but est d'expliquer au grand public le persévérant effort fourni par les Alliés.*

Montrer avec pièces à l'appui que les peuples à qui la guerre fut imposée et qui luttent pour la liberté du monde sont dignes les uns des autres, faire comprendre ce qu'il y a de grand et de beau dans le devoir qu'ils accomplissent, de noble et de profond dans l'idée qui les mène, tel est le programme du Comité.

En rendant ainsi justice à l'héroïsme et à la fidélité de nos vaillants compagnons d'armes, le Comité est en droit de compter que la France recevra d'eux pareil hommage ; aux manifestations organisées dans notre pays en l'honneur des Alliés, succéderont chez eux des conférences qui diront toute la grandeur de l'effort français.

Les premières conférences organisées sous le patronage du Comité ont obtenu, dans les diverses villes où elles furent faites, un éclatant succès. Les auditeurs ont, à maintes reprises, exprimé le désir d'en posséder le texte qui n'offrira pas moins d'intérêt aux personnes n'ayant pu assister à ces réunions.

Nous avons pensé cependant que nos conférences formeraient dans leur ensemble une œuvre plus durable, si on leur enlevait la forme oratoire sous laquelle elles furent d'abord présentées. Nous avons donc prié les conférenciers de leur donner l'aspect de traités courts et substantiels, avec divisions claires et table des matières.

Nous reproduirons d'ailleurs, en appendice, les documents relatifs à la conférence : programme de la séance, allocution du ou des présidents, etc.

Ainsi adaptées, nous espérons que les douze études qui, sous le titre général : L'Hommage Français, *formeront la première série des publications du Comité :* L'Effort de la France et de ses Alliés, *trouveront auprès de nombreux lecteurs un accueil encourageant et de nature à engager leurs promoteurs à en poursuivre le développement.*

Paul LABBÉ,

Secrétaire général du Comité

L'EFFORT ITALIEN

Il y a dix ans, M. Anatole France recevant un savant portugais, Theophilio Braga, prononçait d'éloquentes et prophétiques paroles, qu'il y a intérêt à rappeler aujourd'hui. Il disait : « Les patries ! Gardons, respectons, soutenons ces « organisations nationales qui sont pour nous, en l'état actuel « de l'humanité, les formes nécessaires de la vie sociale. Son- « geons que la désagrégation des peuples de liberté, la dé- « chéance des nations intellectuelles, amèneraient bientôt un « régime d'autocratie barbare sur l'Europe latine, loin de pré- « parer l'union des peuples libérés. »

Rien, depuis la guerre, n'a été dit de plus juste et de plus profond sur les origines mêmes de la guerre et sur son caractère. D'un côté, des peuples de liberté qui luttent pour leur existence, pour leur indépendance, pour leur honneur, sans vouloir dominer les grandes nations et sans prétendre asservir bassement les petites. De l'autre, des peuples de proie qui ont eu l'ambition, folle et démesurée, cupide et insolente, d'imposer au monde une autocratie barbare.

Parmi les premières, pour ne parler que des nations de l'Europe, l'Angleterre, la Russie et la France. C'est à ces nations que l'Italie a revendiqué l'honneur de se joindre. Mais entre l'Italie et les nations alliées, il y a une différence de situation.

L'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie.

La Russie voulait sauver, la Serbie ; elle a répondu à une agression de l'Allemagne.

L'Allemagne a déclaré la guerre à la France.

La France pacifique, mais consciente de sa dignité et de sa force, a répondu à l'agression de l'Allemagne.

L'Angleterre n'a pas été, comme la France et comme la Russie, l'objet d'une déclaration de guerre, mais elle avait signé un traité : elle est restée fidèle à la parole donnée. On se souvient de l'entrevue tragique, l'une à coup sûr des plus tragiques qui dans l'histoire de l'humanité aient mis deux

hommes et deux peuples en présence, l'entrevue entre M. de Jagow, ministre des Affaires Etrangères de l'empire allemand et sir Ed. Goschen, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.

Le ministre des Affaires Etrangères, étonné d'une attitude que sa psychologie un peu trop courte n'avait pas prévue, manifestait sa surprise, son irritation et presque son indignation ; il disait au représentant de l'Angleterre que le passage des troupes allemandes à travers la Belgique neutre était pour l'Allemagne une question de vie ou de mort.

Alors, avec tranquillité, avec sang-froid, mais avec la force que donne la dignité, l'ambassadeur d'Angleterre répondit qu'il y avait aussi une question de vie ou de mort pour l'honneur de l'Angleterre et qu'avec cet honneur, l'Angleterre ne transigeait pas.

L'Italie ne fut pas attaquée, ni au moins directement menacée. Depuis 1882, elle était alliée, par le traité de la Triple-Alliance, aux Empires du Centre.

En 1882, le traité fut signé dans des circonstances et à la suite d'événements que chacun se rappelle ; il fut renouvelé en 1892 et en 1897, puis en 1902 et en 1912. Mais il présentait un caractère particulier.

M. Sonnino, ministre des Affaires Etrangères de l'Italie, a, dans la dépêche du 9 décembre 1914, par laquelle il ouvrait les négociations avec l'Autriche-Hongrie, déterminé et précisé le caractère de ce traité ; il disait que c'était un traité défensif et conservatoire, un traité de défense nationale, un traité conservant les situations acquises.

Pendant six ans ministre des Affaires Etrangères, M. Tittoni a donné au traité de la Triple-Alliance le même caractère. A plusieurs reprises, à la tribune du Parlement italien, il a déclaré, proclamé, affirmé avec force que le traité signé par l'Italie avec la Triple-Alliance avait pour objet de maintenir l'équilibre dans l'Adriatique et dans les Balkans, mais qu'il n'interdisait pas les relations loyales et les sympathies cordiales avec d'autres pays.

Ce n'est pas seulement comme ambassadeur de son pays en France, c'est comme ministre responsable de la politique extérieure de son pays, qu'à plusieurs reprises M. Tittoni a dit que le traité de la Triple-Alliance n'excluait pas les relations cordiales avec l'Angleterre, les relations amicales avec la France. Et il a été fermement fidèle à cette politique.

Trois de ses articles résument le traité qui liait l'Italie aux deux grandes puissances du Centre : l'article 3, l'article 4, et l'article 7. Voici pour l'intervention.

ART. 3. — Si une ou deux puissances contractantes, sans provocation de leur part, sont attaquées par deux ou par plusieurs puissances non signataires du traité, et se trouvent engagées dans une guerre avec ces dernières, le *casus foederis* surgit pour tous les contractants.

Cet article énonce le cas dans lequel les trois pays peuvent être engagés dans la guerre.

Voici pour la neutralité.

ART. 4. — Si l'une des grandes puissances qui n'ont pas signé le traité menaçait la sécurité de l'une des parties contractantes, et que celle-ci fût contrainte de lui déclarer la guerre, les autres deux contractants s'obligent à observer envers l'allié une neutralité bienveillante ; chacun reste dans ce cas libre de participer à la guerre pour faire cause commune avec l'allié.

Avant la guerre, on connaît au moins deux circonstances (elles sont publiques) dans lesquelles l'Italie a fait connaître à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie l'interprétation précise qu'elle donnait aux articles 3 et 4 du traité.

D'abord au mois d'avril 1913, à la suite des événements des Balkans.

Le Gouvernement de l'Autriche-Hongrie avait l'intention d'attaquer le Monténégro, M. San Giuliano était à ce moment ministre des Affaires Etrangères d'Italie ; il fut inquiet de cette intention manifestée par l'Autriche-Hongrie ; il consulta son prédécesseur au ministère des affaires étrangères, celui-là même qui représentait à ce moment son pays à Paris ; il fit appel aux lumières, à la compétence et à l'autorité de M. Tittoni.

M. Tittoni répondit avec une loyauté impeccable et une entière fermeté : « N'importe quel trouble dans l'équilibre italo-autrichien porterait atteinte au traité d'alliance tout entier. »

M. Tittoni ne se perdait pas dans la comparaison de l'article 3 avec l'article 4 et l'article 7 ; il ne méconnaissait pas les textes, il les respectait et il s'élevait en même temps à une conception plus générale et plus forte. Il disait :

« Au cas où les intérêts vitaux de l'Italie ne seraient pas assurés, le traité de la Triple-Alliance serait déchiré par les mains mêmes de l'Allemagne et de l'Autriche. »

Devant cette attitude si ferme, les deux Empires du Centre reculèrent. Mais l'Autriche-Hongrie n'en était pas à s'arrêter à une première tentative ; elle n'attendit pas même la fin de l'année 1913 pour recommencer.

Quelques mois après, exactement au mois d'août, elle voulut tenter contre la Serbie le coup qu'elle avait prémédité contre le Monténégro, et que la fermeté du Gouvernement italien avait arrêté.

M. San Giuliano était encore ministre des Affaires Etrangères ; son président du conseil, M. Giolitti, était absent de Rome ; il lui fit connaître son sentiment et il provoqua le sien.

L'accord fut immédiat entre le président du conseil et le ministre des Affaires Etrangères, et c'est M. Giolitti lui-même qui fit au Parlement italien la déclaration suivante :

« Si l'Autriche agit contre la Serbie, il est évident que le *casus foederis* ne joue pas ; c'est une action qu'elle accomplit pour son propre compte ; il ne s'agit pas pour elle de se défendre, puisque nul ne songe à l'attaquer.

« Il importe que cela soit déclaré à Vienne de la façon la plus formelle. »

Et cela fut en effet déclaré à Vienne de la façon la plus formelle, au mois d'août, comme cela l'avait été au mois d'avril de la même année.

Mais les déclarations formelles ne suffisent pas à arrêter certaines intentions, à mettre fin à certaines tentatives. Un an s'écoule et l'Autriche-Hongrie recommence, vous savez dans quelles conditions.

Ainsi, avant même l'ultimatum adressé, après l'attentat de Serajevo, par l'Autriche-Hongrie à laSerbie, l'Italie, à deux reprises — on ne saurait trop y insister — avait affirmé son attitude, précisé la portée du traité de la Triple-Alliance, déclaré qu'elle resterait fidèle à celui qui la liait, mais qu'elle n'irait pas au delà.

Et après le monstrueux ultimatum adressé par l'Autriche-Hongrie à la Serbie, l'Italie maintient son attitude. C'est exactement le 25 juillet, tout de suite après l'ultimatum, qu'elle fait connaître son sentiment.

A ce sujet, il y a eu en Allemagne, en Autriche-Hongrie, jusque dans les pays neutres, une telle campagne de diffamation et de calomnies contre l'Italie, que la meilleure façon d'y répondre, c'est de reprendre des textes qui ne sont pas altérés ni falsifiés, que l'on emprunte aux livres diplomatiques des alliés eux-mêmes.

« Nous avons, M. Salandra et moi, — dit le ministre des « Affaires Etrangères, — nous avons fait noter à l'ambassa- « deur que l'Autriche n'avait pas le droit, suivant l'esprit du « traité de la Triple-Alliance, de faire une démarche comme « celle faite à Belgrade, sans s'être au préalable accordée avec « ses alliés. En effet, l'Autriche, par la rédaction de cette « note et par les prétentions qu'elle y émet, lesquelles, si elles « sont peu efficaces contre le danger panserbe, sont profondé- « ment offensantes pour la Serbie et indirectement pour nous « aussi, l'Autriche a clairement montré qu'elle veut provo- « quer une guerre. En conséquence, nous avons dit à M. de « Flotow qu'étant donnée cette façon de procéder de l'Au- « triche, et considérant le caractère défensif et conservateur « de la Triple-Alliance, l'Italie n'est pas obligée de venir à « l'aide de l'Autriche dans le cas où, à la suite de cette « démarche, elle se trouverait en guerre avec la Russie, toute « guerre européenne devant être, dans ce cas, la conséquence « de l'acte de provocation et d'agression commis par l'Au- « triche. »

Et deux jours après, les 27 et 28 juillet, des notes étaient envoyées à Vienne. L'Italie disait que l'article 7, en vertu duquel des compensations lui étaient dues, si l'Autriche-Hongrie troublait l'équilibre de l'Adriatique ou des Balkans, devrait jouer et qu'elle ferait valoir ses droits.

Elle disait, ce sont les termes mêmes de la dépêche :

« Si nous ne les obtenions pas (les compensations), la Triple-Alliance serait irréparablement brisée. »

L'attitude est nette, loyale, et ne prête à aucune équivoque. Elle éclate dans la réalité probante des textes, elle se dresse contre toutes les calomnies et toutes les falsifications.

Et ce sont les Allemands, falsifiant les textes, se dérobant à leur application, en dénaturant l'esprit, après avoir introduit dans les relations diplomatiques l'habitude de la perfidie et de la félonie, ce sont eux qui éprouvent le besoin, comme pour s'exercer eux-mêmes, d'accuser faussement les autres de mensonge ! Ils ont accumulé toutes les hypocrisies, toutes les perfidies, et ils accusent de perfidie et d'hypocrisie ceux qui ont été fidèles aux traités, à leur esprit, à leur lettre, à la parole donnée, à la foi jurée !

Le 4 août 1914, la présence de l'ambassadeur d'Italie à l'immortelle séance de la Chambre française fut saluée par les acclamations unanimes et prolongées de l'assemblée.

L'Italie avait déclaré, en effet, aux Empires du Centre, qu'elle garderait la neutralité. Dès ce moment, elle avait fait valoir son droit à l'application de l'article 7 du traité de 1882, renouvelé en 1902.

Le président du Conseil des Ministres français, M. Viviani, prononçait à la tribune de la Chambre des paroles qui sont entrées dans l'Histoire : « L'Italie, dans la claire cons-« cience du génie latin, nous a notifié qu'elle entendait garder « la neutralité. Cette décision a rencontré dans toute la France « l'écho de la joie la plus sincère. Je m'en suis fait l'inter-« prète auprès du chargé d'affaires d'Italie, en lui disant com-« bien je me félicitais que les deux sœurs latines qui ont même « origine et même idéal, un passé de gloire commun, ne se « trouvent pas opposées. »

Elles n'étaient pas opposées, et il faut bien dire que la neutralité de l'Italie, d'août 1914 à mai 1915, a rendu à la France le plus grand service.

Nous avons pu dégarnir librement, en toute sécurité et en confiance, notre frontière du sud-est. Nous avons pu opérer librement le transport de nos troupes dans la Méditerranée. Nous n'avons pas eu à redouter, en Tunisie, de conflit entre Français et Italiens.

Trois services, pour ne parler que des grands services, que la neutralité de l'Italie a rendus à la France.

Les négociations avec l'Autriche ont commencé au mois de décembre 1914 ; l'Italie est entrée en guerre le 20 mai 1915. Mais tous les Italiens n'ont pas attendu que, par la déclaration de guerre, leur pays fût engagé dans la lutte, pour venir aux côtés de la France et y servir la cause commune de la Justice et du Droit.

Il y a en Italie des hommes qui portent un nom illustre, un des plus glorieux de l'histoire italienne, pour l'honneur, la grandeur et la force de ce pays : un homme âgé et des hommes jeunes, qui portent avec dignité le grand nom de Garibadi.

Le père donna ses six fils à la France. Les fils vinrent lutter à notre côté ; deux, Bruno et Santo, tombèrent auprès de soldats français. Il faut un poète pour célébrer ces morts héroïques et épiques.

Dans un discours qu'il prononça le 5 mai 1915, Gabriele d'Annunzio rendit hommage à cet héroïsme et à ces morts. Il en dégagea la signification prophétique pour l'intervention de l'Italie : Il disait :

« Les signes sont apparus.

« Lorsque dans la forêt épique de l'Argonne tomba le plus « beau des six frères de la race léonine, on rendit les hon-« neurs funèbres à son jeune corps, qu'au delà de la tranchée « son courage avait multiplié à l'égal du nombre ennemi.

« Les poètes crurent que les quatre fils Aymon étaient « descendus des Ardennes pour porter sur les épaules le cer-« cueil du chevalier tyrrhénien.

« L'aîné, qui m'écoute, celui qui a le grand front, « s'avança dans le champ carré, où d'autres parmi les nôtres « gisaient morts dans une longue ordonnance ; il s'inclina, « remua la terre, en prit une poignée et dit :

« En renouvelant un usage de notre antique nation, sur « ces chers compagnons qui donnèrent leur vie à la libre « France et leur dernier désir à l'Italie dans l'épreuve, nous « laissons tomber cette fraîche terre pour que puisse germer « la semence. »

Alors l'esprit de sacrifice apparut à la nation émue, et elle se prépara. Mais avant le sacrifice, avant la déclaration de guerre, le ministre des Affaires Etrangères, dès le mois d'août 1914, commença des négociations diplomatiques, qui prenaient leur source dans l'article 7 du traité de la Triple-Alliance.

Ces négociations furent engageés avec une impartialité et une fermeté dignes d'admiration.

Dès le premier jour, M. Sonnino, ministre des Affaires Etrangères, définissait les aspirations nationales, et il disait à l'ambassadeur d'Italie à Vienne, pour que ce langage fût répété au gouvernement autrichien, que si ces aspirations n'avaient pas satisfaction, la réaction serait très grave dans l'opinion publique.

Ceci, à la date du 9 décembre 1914, le jour même où les négociations s'ouvrirent.

A une date postérieure, M. Sonnino disait : « La grande force de la maison de Savoie vient de ce qu'elle repré-sente le sentiment national. »

Ce fut en effet le sentiment national qui guida et inspira ces négociations.

Elles échouèrent par la mauvaise volonté et par la faute de l'Autriche, mais ce serait faire injure au Gouvernement italien que de considérer qu'il ait interrompu ces négociations parce qu'il ne voulait pas se prêter à une sorte de marchandage qui aurait échoué.

Il n'est pas interdit à un peuple de défendre ses intérêts ; il est bon qu'il les défende, et les intérêts particuliers d'une nation peuvent s'accorder avec l'intérêt général de la civilisation et avec la paix du monde.

Ce ne fut pas un marchandage. En voici la preuve : au mois de décembre 1914, par conséquent avant la déclaration de guerre, au moment des négociations, un jeune italien, Prezzolini, écrivait ces lignes dans la *Voce* de Florence :

« Il ne faut pas que l'Italie fasse la guerre pour Trente « et Trieste. Tout le monde me croit irrédentiste. Je le suis « si peu que si demain l'Autriche nous offrait Trente et « Trieste, l'Istrie, la Dalmatie et Valona par-dessus le mar- « ché, à condition de ne pas déclarer la guerre aux deux « Empires, je serais d'avis de refuser. Si nous obtenions tout « cela, mais si en même temps grâce à cela, l'Allemagne « parvenait à écraser la France, à abattre l'Angleterre, à « juguler la Russie, nous serions mis dans une situation pire « que la situation actuelle où nous n'avons pas Trente et « Trieste et le reste, mais où nous avons notre liberté. La « question de la guerre n'est pas une question d'irrédentisme, « c'est une question d'italianité. Elle doit se discuter et se « résoudre sur la base du sort de l'Italie. Nous ne nous bat- « trons pas pour 700.000 Italiens irredenti, mais nous nous « battrons pour 40 millions d'Italiens. Il faut voir Trente et « Trieste à travers l'Italie. La question n'est pas de planter « le drapeau italien sur San Giusto (cathédrale de Trieste). « La question est de libérer l'Europe de la domination alle- « mande, ce qui est, on nous l'accordera, quelque chose de « plus important. »

Il y avait aussi quelque chose d'important qui tenait au cœur des Italiens et qui exerça dans la préparation de leurs forces pour la guerre une influence dominante et décisive.

L'ennemi fit des tentatives éhontées et presque publiques de corruption, il essaya d'acheter la presse italienne, de corrompre le parlement, de troubler la conscience publique. Mais cette conscience eut un sursaut d'indignation. Et le grand poète qui fut une fois encore l'interprète de l'âme italienne, s'écria :

« Nous ne sommes pas, nous ne voulons pas être un mu- « sée, une auberge, une villégiature, un horizon peint en bleu « de Prusse pour les lunes de miel internationales. »

L'Italie est un pays admirable ; elle a une tradition merveilleuse dans les arts, les sciences, la politique ; elle est un des grands peuples du monde, un peuple qu'on n'achète pas, et c'est peut-être pour avoir voulu l'acheter que M. de Bülow, mauvais courtier et mauvais diplomate, échoua dans la tentative abominable entreprise contre l'âme italienne.

Enfin l'intervention italienne fut déterminée non seulement par l'échec des négociations relatives aux revendications territoriales de l'Italie et par ce sursaut de la conscience nationale ; elle le fut aussi par un sentiment très noble, très généreux et très désintéressé.

Nous en avons la preuve. Deux jours avant la déclaration de guerre, il se rencontra un homme pour le formuler, ce sentiment, et cet homme qui est un ami ancien et fidèle de la France, aujourd'hui, après qu'il a vaincu sa modestie, fait partie du Gouvernement italien. Il s'appelle Bissolatti.

Il disait : « Toute l'Italie, depuis le dernier paysan « jusqu'au Président du conseil, vit dans une attente anxieuse « de la victoire. En mai, nous avons voté pour la guerre ; « aujourd'hui, nous tournons toutes nos énergies pour que la « guerre soit victorieuse, car c'est la grande guerre idéale « du « Risorgimento. »

Guerre idéale, voilà le mot qu'il fallait dire, et il est juste que ce soit Bissolatti qui le dise.

Il est entré un très grand mouvement, une très grande inspiration d'idéalisme dans la guerre italienne, idéalisme, on le sait, déterminé par le traitement que l'Allemagne a fait subir à la Belgique.

Il ne faut pas se lasser de répéter que les Allemands sont peu psychologues ! Ils ont la force matérielle, mais, de quelque façon qu'on envisage et qu'on interprète ces mots, ils n'ont pas la force morale. Ils ne comptent pas avec elle ; ils n'ont pas l'instinct de prêter aux autres les qualités et les vertus qui leur font défaut.

Ils signent un traité, ils affirment à plusieurs reprises, et quelques mois encore avant la déclaration de guerre, qu'ils seront fidèles à ce traité ; ils ont engagé leur parole, apposé leur signature, et comme dans la bassesse de leur âme, ils considèrent que ce n'est qu'un chiffon de papier, qu'une signature ne vaut ni ne compte, ils croient que les autres sont dans le même état d'esprit !

Alors, lorsqu'ils rencontrent la loyauté impeccable et inébranlable de la grande Angleterre, ils s'étonnent. Lorsqu'ils sentent que l'Italie leur échappe, parce qu'ils ont violé la neutralité de la Belgique et qu'ils ont là-bas commis, dès le premier jour, les attentats les plus abominables, qui les ont déshonorés à tout jamais, — ils s'étonnent aussi.

Mais l'Italie a vu, entendu, compris. Pendant les neuf mois qu'a duré sa neutralité, elle a accueilli des représentants du Parlement belge, sans distinction d'opinion.

Il y a là un homme au talent puissant, grand artiste en même temps que grand orateur ; d'une éloquence ardente, qui vient du cœur. C'est Destrée, dont les paroles arrachent des larmes.

A côté de lui, Lorand, qui a fait la même campagne, dit les mêmes choses, et qui, parlant l'italien le plus pur, entraîne lui aussi les foules.

Enfin, auprès de ce libéral et de ce socialiste, il y a un catholique, M. Melot.

Non pas comme catholique, mais comme Belge et comme homme, il a dit les malheurs subis par sa patrie et le sang-froid admirable avec lequel elle les supporte. Il a poussé un cri de vengeance et de pitié.

Ces trois hommes révolutionnent l'âme de l'Italie ; ils la saisissent, la prennent, la poussent vers sa destinée glorieuse.

Il en est un autre enfin dont l'origine appartient à la Belgique, mais dont le génie, par la pureté, la force et la puissance de la langue, appartient à la France, c'est Maeterlinck.

Il a écrit : « Jusqu'aux dernières limites de la patience « et de ce que peut supporter la dignité et le sentiment de « sa propre sécurité, le gouvernement italien fit tout pour « épargner à son peuple le plus grand des fléaux qui puisse « s'abattre sur un coin de terre. Il résista jusqu'au moment « où il fut littéralement submergé et emporté par le flot ger- « manophobe. J'ai vu monter ce flot. Lorsque je vins à

« Milan, vers la fin de novembre de l'année dernière, pour « y prononcer quelques phrases dans une fête de charité « organisée au profit des réfugiés belges, la haine de l'Alle- « mand s'accumulait déjà dans les cœurs, mais ne se répan- « dait pas encore à la surface. Elle éclatait par endroits, « mais craintive, circonspecte, incertaine : on sentait qu'elle « couvait et sévissait au plus profond des âmes, mais elle sem- « blait se tâter, se compter et prenait paisiblement cons- « cience. Quand je revins en Italie, dans le courant du mois « de mars, je fus émerveillé de voir à quelle hauteur ines- « pérée avait rapidement monté le flot envahisseur. La haine « sainte, la haine nécessaire qui n'est ici qu'un magnifique « amour de la justice et de l'humanité, avait tout inondé. « Elle s'étalait au grand soleil, elle frissonnait, elle frémis- « sait au moindre appel, heureuse et fière de s'affirmer, de « se manifester avec la belle et tumultueuse ostentation méri- « dionale ; et c'était à présent le *neutralisme* qui se cachait « comme un insecte inavouable. L'espèce en avait à peu près « disparu, anéantie par le grand souffle qui s'élevait de tou- « tes parts. Les Allemands se terraient, on ne sait où, et dès « lors il devenait certain que la guerre était inévitable et « imminente. »

Voici une autre citation ; quoiqu'elle soit un peu longue, je ne songe pas à l'excuser, tant son actualité est saisissante. C'était le 13 novembre 1914 à Milan, au cours d'une conférence faite par M. Melot, député catholique de Namur.

« La question de la Belgique mérite d'être considérée en « soi, parce qu'elle représente un principe, lequel manquant, « aucun rapport social n'est concevable : le principe que le « droit international doit reposer sur le respect des traités, « comme le droit civil repose sur celui des contrats. L'égoïsme « sacré pour la patrie par lequel notre gouvernement a défini « le programme des Italiens à cette heure difficile n'empê- « che pas d'émettre un vote, expression insigne de notre sym- « pathie pour un peuple valeureux et de notre fidélité aux « raisons supérieures de la justice ; le vote que, quelle que « soit l'issue du conflit, la Belgique retrouve ses frontières, « et aussi que ce soient les Etats neutres spécialement qui « fassent valoir ce droit, parce que c'est pour défendre sa « neutralité que la Belgique a souffert. »

Ce langage significatif était tenu par un catholique chef

d'une fraction catholique importante en Italie, M. Meda, aujourd'hui ministre dans le cabinet d'union sacrée formé par M. Boselli.

Les événements se précipitent : le 20 mai, l'Italie déclare la guerre à l'Autriche. Ici surgit une question capitale que l'opinion publique — il est juste de le reconnaître — n'a pas cessé de se poser.

Tout le monde en France a pleinement compris le sens de l'intervention italienne, tout le monde a compris que, dans un sursaut de sa dignité révoltée, elle ait déclaré la guerre à l'Autriche, mais on se demande, avouons-le, pourquoi, obéissant ainsi à un sentiment d'idéalisme, elle n'a pas déclaré la guerre à l'Allemagne.

La question a été nettement posée ; il est nécessaire d'y répondre : mais cette réponse, pour ne pas être suspecte, je l'emprunte au grand historien Ferrero qui a écrit en faveur des alliés et en faveur de la France une page admirable et prophétique, dans laquelle il s'est gardé d'aborder d'une manière précise et directe cette question délicate, mais en pareille matière, il est doublement utile de savoir lire entre les lignes et de pénétrer le sens des mots.

« On peut dire que les dix dernières années, tout le « monde était devenu germanophile en Italie : les professeurs « et les industriels, les socialistes et les conservateurs, les « libres penseurs et les cléricaux, les philosophes et les musi- « ciens. L'Allemagne semblait le modèle en tout. L'influence « allemande l'emporta partout. Tout fut germanisé. »

Voilà le langage de la raison et on l'a si bien compris, de l'autre côté des Alpes, que plusieurs livres ont été écrits pour analyser les causes, les origines de cette emprise de l'Allemagne en Italie, pour en suivre les développements et pour en déterminer les conditions.

Au moment de la déclaration de guerre, il y avait en Italie 70.000 Allemands, dont 40.000 en Lombardie, dans la province la plus riche et la plus industrielle de la péninsule.

En relevant la situation des banques, on constatait que directement, ou indirectement, les Allemands avaient pris possession de presque tous les établissements financiers de l'Italie.

Certes, avec leur habileté coutumière, qui n'est pas toujours aussi grossière que nous voulons quelquefois le prétendre, ils s'étaient efforcés de masquer la vérité. Mais la vérité a éclaté à travers toutes les dissimulations ; elle ressort de documents officiels, et il en résulte que l'industrie sidérurgique, métallurgique, électrique et enfin la marine marchande étaient aux mains des Allemands.

Un ancien ministre — il était du dernier cabinet, c'est aussi un vieil ami de la France — M. Barzilaï constatait qu'en douze ans, les importations de l'Italie en Allemagne avaient augmenté de 46 0/0 et que, pendant la même période, les importations de l'Allemagne en Italie avaient augmenté de 197 0/0.

M. Barzilaï faisait le procès de ce qu'il appelait les « fausses naturalisations ». Il importe de ne pas oublier ce mot. Nous connaissons le système : nous l'avons vu aussi se pratiquer chez nous sur notre territoire. Il est d'ailleurs fort simple. On paraît renoncer à sa nationalité d'origine ; on acquiert ici la nationalité française, là-bas, la nationalité italienne.

Ces naturalisés des dernières années, pour ne pas dire de la dernière heure, n'avaient qu'un but : trahir leur pays d'adoption au profit de leur pays d'origine.

La trahison était tellement développée là-bas que M. Barzilaï déclarait que les Allemands avaient consommé l'expropriation industrielle de l'Italie.

Cela ne justifie-t-il pas l'une des idées générales de Ferrero ?

Autre idée. Quelques mois avant l'intervention italienne, la Chambre et le Sénat étaient neutralistes à outrance et Ferrero ne craint pas de constater pour la seconde fois : « La grande majorité des professeurs de l'Université est res- « tée fidèle à l'Allemagne qu'elle vénère humblement comme « la source de tout savoir. »

Voilà pour le Parlement et l'Université.

Les masses, elles, sont restées, sauf quelques exceptions, étrangères à l'agitation, et M. Ferrero conclut :

« Il ne faut pas oublier que le problème de la guerre « ne se pose pas de la même façon pour le gouvernement « d'un pays à qui la guerre a été imposée par une agression « brutale, et pour le gouvernement d'un pays qui a cherché

« et voulu la guerre pour des raisons politiques et nationales « dont la valeur peut toujours être mise en discussion. »

La déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie a gêné l'Allemagne. Elle l'a gêné au point que M. de Bethmann-Hollweg en a un certain jour, suivi de beaucoup d'autres, perdu tout simplement le bon sens. Il a dit qu'en Italie la voix du bon sens n'était plus écoutée, que la populace régnait.

« ... La populace régnait avec la tolérance bienveillante « et l'appui des principaux membres du cabinet, gonflé d'or « par la Triple-Entente. La populace, conduite par des agents « provocateurs sans scrupules, fut lancée dans une frénésie « sanguinaire. »

Le 2 juin 1915, M. Salandra, du haut du Capitole, a dit :

« Je m'adresse à l'Italie et au monde civilisé tout entier « pour montrer non pas avec des paroles violentes, mais avec « des faits précis et documentés, comment la rage de nos « ennemis a tenté vainement de diminuer la haute dignité « morale et politique de la cause que nos armées feront pré- « valoir. Je parlerai avec la même gravité sereine dont le « noble exemple nous a été donné par le roi d'Italie, lors- « qu'il vous a appelés aux armes, vous, soldats de terre et de « mer. Je parlerai comme je le dois, en observant le res- « pect que je dois à ma situation et au lieu où je parle. Je « pourrais dédaigner les injures inscrites dans les proclama- « tions impériales, royales et archiducales, car je parle « du haut du Capitole et je représente dans cette heure solen- « nelle le peuple et le gouvernement de l'Italie ; et alors je « me sens, modeste bourgeois que je suis, de beaucoup plus « noble que le chef de la maison des Habsbourg. »

L'Allemagne s'est sentie atteinte : l'Italie lui a ainsi porté un coup direct.

L'Italie, en adhérant au pacte de Londres, a signé le traité de solidarité qui l'engage à rester jusqu'au bout à côté des alliés.

En ce qui concerne l'armée italienne, il faut rendre hommage au courage qu'elle déploie sur un front de 800 kilomètres, qui va du Stelvio jusqu'à la mer. Il faut ajouter que, dans la région du Trentin, la situation est plus difficile pour l'Italie à la suite du traité de 1866.

Un savant tout à fait désintéressé, qui n'avait pas prévu les événements actuels, Elisée Reclus, écrivait en 1882 :

« A première vue, on croirait que la Péninsule est par- « faitement protégée sur son pourtour par la muraille des « Alpes : mais cette protection n'est qu'une apparence. En « effet, c'est vers les plaines italiennes que les montagnes « tournent leur versant le plus abrupt, celui qui paraît vrai- « ment inabordable : mais sur le versant extérieur, du côté « de la France, de la Suisse, de l'Autriche allemande, les « pentes sont beaucoup plus douces ; tous les envahisseurs « que tentaient l'heureux climat et les immenses richesses de « l'Italie pouvaient sans trop de difficultés gagner les cols des « Alpes, d'où ils descendaient ensuite rapidement dans les « plaines... Cette région si belle, il suffisait presque de des- « cendre pour s'en emparer...

« La *barrière* des Alpes n'est vraiment une barrière que pour les Italiens. »

Les Italiens ont franchi cette barrière. Ils ont vaincu les difficultés que présente ce terrain bizarre du Carso, qui paraît peu accidenté au premier abord, mais qui est fait de glaise dans laquelle on enfonce et de rochers qu'on ne peut travailler qu'à la mine, en raison de la surveillance immédiate des Autrichiens. Ils ont réussi, au début de la guerre, à porter l'offensive sur le territoire de l'ennemi ; ils sont montés à 3.000 mètres dans les montagnes de Carnie où ils sont restés tout l'hiver, résistant à une température de 17° au-dessous de 0. Ils sont allés jusqu'au sommet des Dolomites, ils y ont traîné leur artillerie par un prodige de courage et de ténacité ; au Trentin ils ont essayé de détruire les travaux de défense que l'Autriche avaient accumulés depuis 1866. Devant les événements incertains qui ont suivi l'offensive de l'Autriche, ils ont montré un sang-froid admirable. Ils ont compris la nécessité nationale de leur effort et c'est quand le territoire italien a été envahi, quand certaines montagnes ont été enlevées, quand certaines communes ont été prises par les Autrichiens, c'est quand les Italiens ont vu l'invasion commencer qu'ils ont eu le sentiment, la certitude du danger qui menaçait leur patrie. Alors il s'est produit ce qui s'est produit en Russie, en Angleterre et en France.

A l'exception d'une minorité infime, tous les Italiens ont compris leur devoir national.

Le pays d'Italie a été admirable et l'armée a été digne du pays. Partout, les chefs rendent hommage aux soldats de toute l'Italie et parmi ces soldats, ceux dont il faut saluer l'abnégation, ce sont les soldats qui viennent des provinces méridionales.

A l'heure actuelle, l'Italie tout entière est dans la guerre. L'effort italien a donné des résultats considérables. Cet effort continuera, il se développera.

S'il est juste de rendre hommage à M. Sonnino qui, en prononçant des paroles décisives, a mis l'Italie à côté des alliés dans la lutte pour le Droit, pour la Justice et pour l'Humanité ; il faut aussi rendre hommage à l'illustre président du Conseil, M. Salandra, qui a eu le courage de déclarer la guerre à l'Autriche et qui a soutenu cette situation avec une fermeté, une hauteur d'idées, une impassibilité que le monde entier a admirées.

Au nom de M. Salandra, président du Conseil d'hier, il convient d'associer le nom vénéré du Président du Conseil d'aujourd'hui, M. Boselli. Celui-là aussi a un grand passé, un passé qui inspire confiance à l'Italie, à la France et aux Alliés.

C'est lui qui, le 20 mai 1915, était rapporteur des crédits demandés par le gouvernement de M. Salandra pour la déclaration de guerre. Il disait :

« Cette assemblée, la première élue par la volonté du « peuple, a le droit de sanctionner le noble respect du prin- « cipe des nationalités. Honorables collègues ! Que votre « vote soit la preuve lumineuse de notre force invincible, de « la sainteté de notre droit, de la pureté de notre idéal. « Bientôt, sur toutes les terres italiennes, flottera le drapeau « d'Italie, le drapeau de Victor-Emmanuel ; tout le peuple « d'Italie n'aura qu'un seul cœur et qu'un seul idéal. »

C'est exact : cet idéal a jeté le peuple d'Italie tout entier du côté des Alliés.

Il y a quelques semaines, un ancien Président du Conseil. M. Luzzatti, écrivait ces lignes admirables :

« Comment aurions-nous pu nous joindre aux agresseurs « et même ne pas nous unir à ceux qui luttaient pour la « liberté ? Pouvions-nous rester insensibles aux douleurs des « Belges, des Serbes, des Polonais, des Arméniens, des Tren- « tins, des Istriens, des Dalmates, des Alsaciens et des Lor-

« rains ? La guerre civile aurait éclaté en Italie. Les ombres « de Mazzini, de Victor-Emmanuel II, de Cavour, de Gari- « baldi, tout le conseil des dieux indigènes qui préside tou- « jours aux destins de la patrie, se serait levé pour nous « reprocher notre lâcheté ! Et notre neutralité ne nous aurait « pas sauvés de la vengeance de nos anciens alliés, qui nous « accusaient de trahison pour n'avoir pas voulu les suivre dans « l'oppression des peuples libres. Non, aucun repentir n'est « licite, aucun doute n'est honnête, aucune hésitation n'est « tolérable, aujourd'hui qu'à Verdun comme sur le haut « Astico on combat pour la civilisation du monde. »

Il est vrai qu'à Verdun et sur le haut Astico, il est vrai qu'en Russie, il y a un enjeu formidable et cet enjeu n'est rien de moins que celui de la civilisation humaine.

M. Tittoni, quand il était ministre des Affaires Etrangères, en 1906, disait :

« Qui oserait envisager sans un sentiment d'horreur les « conséquences terribles d'une guerre entre les grandes puis- « sances européennes ? Qui, sans un éternel remords, vou- « drait exposer légèrement son pays à une guerre non néces- « saire ? Si, malheureusement, une guerre devait éclater « entre les grandes puissances, on pourrait, selon moi, en « résumer les conséquences en ces mots : *la faillite de l'Eu- « rope* ».

M. Tittoni est un des hommes les plus intelligents, les plus fermes et les plus clairvoyants de l'Italie. Mais, en 1906, il ne pouvait pas prévoir jusqu'où l'Allemagne s'abaisserait dans le crime. C'est son fol orgueil, son avidité, sa soif de domination qui ont déchaîné le fléau. La guerre n'a pas été la faillite de l'Europe ; elle a été la faillite de l'Allemagne.

C'est l'Allemagne qui a failli aux traités, aux engagements, aux signatures, à sa parole ; et pour tout dire d'un mot, elle a failli à l'honneur.

Les alliés, armés par le droit et la justice, sont les syndics de cette faillite monstrueuse et frauduleuse. Ils ne lâcheront pas l'Allemagne, qu'ils tiennent enfin à la gorge ; ils exigeront d'elle des comptes pour établir le bilan de ses trahisons, de ses rapines et de ses crimes, pour préparer les restitutions légitimes et les réparations nécessaires, pour réintégrer dans leur souveraineté les nationalités abolies, pour rendre à des peuples martyrs leurs foyers et leurs droits. Il faut

que les alliés exigent des comptes et qu'ils aillent jusqu'au bout. Il le faut pour eux, dont le sang abondamment versé crie vengeance. Il le faut pour l'Europe, dont la libération, l'équilibre et la sûreté durables ne s'établiront qu'à ce prix. Il le faut enfin et surtout pour l'humanité, qui serait déshonorée devant l'histoire, si le châtiment ne s'abattait pas, implacable, inexorable, impitoyable, sur les bandits couronnés, sur les parlements apeurés ou avilis, sur les diplomates traîtres et félons, sur les armées de voleurs, d'incendiaires et d'assassins et sur les peuples, oui, sur les peuples stupidement asservis ou lâchement complices.

APPENDICE

Discours prononcé à la Sorbonne le 22 Juin 1916

Lors de la Conférence de M. Louis BARTHOU

Discours de M. Anatole FRANCE, de l'Académie Française

Mesdames, Messieurs,

Réunis ici pour apporter, devant la jeunesse des écoles, un hommage solennel à l'Italie, nous devons tout d'abord saluer avec une sympathie respectueuse S. Exc. Monsieur l'Ambassadeur, qui, présent parmi nous, nous rend présente l'Italie elle-même. Qui la pouvait mieux incarner à nos yeux que l'illustre homme d'Etat dont l'action politique a préparé pour une grande part l'union aujourd'hui consommée de son pays avec l'Angleterre, la Russie et la France ? Nous l'acclamons aujourd'hui, dans cette auguste Sorbonne, comme il fut acclamé dans la tribune diplomatique de notre Chambre des députés aux jours historiques de mai 1915, lorsque, sur le Capitole, aux applaudissements des Romains, la cloche du campanello annonçait à l'univers que l'Italie prenait les armes pour une juste cause.

Dans cette réunion, consacrée à notre sœur latine, je me réjouis de me trouver au côté de mon ami Louis Barthou, en communion avec lui, tous deux ayant la même foi, et pourtant chacun demeurant semblable à lui-même, tous deux venus d'un même cœur, sans rien sacrifier des convictions anciennes, ce qui serait nous diminuer, mais étroitement unis en face de l'ennemi.

Je ne rappellerai pas le sacrifice que douloureusement et sans plainte Louis Barthou a fait à la patrie. Il ne me le permettrait pas, alors que, comme lui, tant de pères de famille, tant de mères ont obscurément donné le plus cher, le plus pur de leur sang. Il ne me laissera pas dire non plus avec quel zèle enflammé, quel labeur opiniâtre, quelle entière abnégation, quel talent de parole et quelle force de pensée il a.

comme membre du Parlement et comme homme privé, servi son pays pendant ces deux années démesurées et formidables.

Je rappellerai du moins ses séjours en Italie où il a fait applaudir la parole française et d'où il a rapporté de fortes et rassurantes impressions. J'ai hâte, comme vous, de l'entendre. Aussi exprimerai-je en aussi peu de mots que possible à cette belle Italie la reconnaissance et l'admiration d'un Français qui l'a aimée sa vie entière, et qui l'a aimée dans ses collines couronnées de cyprès, dans ses monts ombragés de térébinthes, ou nus sous le soleil qui les dore, ces monts dont les noms seuls font tressaillir les cœurs généreux ; qui l'a aimée dans ses plages harmonieuses, ses lacs, sa mer et son ciel aux sourires divins, dans ses villes de marbre et dans ses villages dressés sur le roc, fiers comme des citadelles ; qui l'a aimée dans ses poètes, dans ses musiciens, dans ses artistes, dans ses historiens et ses savants, dans son profond passé d'une grandeur qui étonne, et dans son passé tout frémissant encore des luttes de ce *Risorgimento*, que demain va couronner la victoire ; qui l'a aimée enfin avec tous les transports de la passion, toutes les délices de la volupté, toutes les méditations de la philosophie.

C'est ainsi que l'Italie est aimée en France. Et la preuve de cet attachement, vous la trouvez dans la surprise douloureuse que nous causaient les dissentiments politiques et économiques qui naguère séparaient les deux nations.

Avec quelle satisfaction aussi avons-nous vu que, dès le début de la guerre, l'Italie, refusant d'être complice d'une injuste agression et dénonçant la Triple-Alliance, nous donnait comme prémices de son amitié la sécurité sur notre frontière méridionale.

Et avec quelle allégresse avons-nous appris que, le 16 mai 1915, elle unissait ses armes aux nôtres. Et il y avait lieu non seulement de se réjouir alors, mais d'admirer l'Italie, car la guerre ne lui était pas imposée comme à nous, ou plutôt seuls la lui imposaient le souci de la justice et le soin de ses destinées.

Cette guerre, elle l'avait assumée, non parce qu'elle la jugeait facile et sûre, mais, au contraire, parce que, la prévoyant longue et terrible, elle l'estimait sage et nécessaire. Depuis lors, elle la conduisit d'une âme résolue et sereine, d'un cœur inébranlable, en ferme et sincère solidarité avec nous.

En décembre, elle signa le pacte de Londres, s'engageant à ne déposer les armes qu'en même temps que les puissances de l'Entente, et elle donna à la Belgique l'assurance qu'elle ne cesserait de combattre tant qu'une parcelle de territoire belge serait encore foulée par l'envahisseur. Elle l'a proclamé par la bouche de ses plus illustres hommes d'Etat : l'Italie est résolue à continuer la lutte avec toutes ses forces, au prix de tous les sacrifices, jusqu'à ce qu'elle ait réalisé ses plus saintes espérances, restauré de concert avec les alliés le droit international, et assuré avec eux, entre peuples, l'indépendance, la sûreté, le respect réciproque qui seuls peuvent rendre le calme à l'univers. Cette grande tâche accomplie, la paix se lèvera comme le soleil sur le monde et nous verrons s'accomplir le vœu formé par l'homme éminent en qui nous avons salué tout à l'heure l'Italie entière, Son Excellence M. Tittoni :

« Que la paix acquise par la victoire ne soit pas une paix, mais bien la paix, la paix pure de tous germes de guerre, la paix assise, solidement, sur le principe des nationalités et de la justice internationale. »

Voilà le sens du pacte par lequel l'Italie s'est liée à nous. Voilà les généreuses conditions de son aide généreuse. Nous acquitterons-nous envers elle par des louanges vaines et des hommages stériles ? Non. En des jours plus sereins, quand nous serons rendus aux travaux de la terre, de l'industrie et des arts, il nous souviendra que du Stelvio à l'Isonzo, autour des pics couverts de neiges éternelles, dans des gorges fouettées par l'aquilon glacial, un sang précieux coula pour la cause commune.

Amis de l'Italie dans la guerre, nous resterons ses amis dans la paix ; à la fraternité d'armes, nous ne ferons pas succéder les hostilités économiques. Nous saurons concilier les intérêts commerciaux, industriels, financiers des deux peuples et nous ferons tomber de concert ces barrières de chiffres, parfois aussi cruelles pendant la paix que les fils barbelés pendant la guerre.

Mesdames, Messieurs, et vous, jeunes hommes, qui goûterez longuement les fruits de cette paix qui aura coûté de rudes efforts et de sanglants sacrifices, rappelez-vous toujours que vos pères, alliés à cette noble et fine Italie, alliés à presque toute l'Europe civilisée, ont lutté non pour la proie,

comme des Barbares, non pour la domination insolente et cruelle, comme nos adversaires, mais pour la liberté, contre la tyrannie, pour la justice contre l'iniquité, pour la foi des traités contre la perfidie, pour la paix contre la guerre. Et qu'à jamais l'exemple des vaincus (car nous pouvons tenir désormais nos ennemis pour vaincus) vous garde du brutal orgueil qui les a perdus, des désirs immodérés et du dédain des faibles ! Que leur ruine vous enseigne la raison, la justice et vous persuade que la force sans sagesse se dévore elle-même !

« Discours de » M. TITTONI, ambassadeur d'Italie.

A l'issue de la Conférence, M. Tittoni, ambassadeur d'Italie, traça un magistral tableau de la situation extérieure et du rôle assumé par sa patrie.

Après avoir rendu hommage au deuil héroïque du conférencier M. Louis Barthou, il exposa comment les Empires Centraux, trouvant insuffisant le prétexte de Serajevo, ont assumé la responsabilité de la guerre, en prétendant que les Etats de l'Entente contrecarraient les intérêts de l'Autriche dans les Balkans.

Or, après avoir annexé la Bosnie-Herzégovine avec l'assentiment pacifique de l'Angleterre, de la France et de la Russie, l'Autriche, c'est le comte Berchtold qui le déclare, ne désirait plus qu'une chose, une Albanie indépendante ; les mêmes puissances n'y mirent aucune opposition. Dès avant la guerre, c'était chose faite.

Mais il faut croire que, devant la politique pacifique de l'Entente, l'Autriche multiplia ses uniques désirs, car sous l'inspiration de l'Allemagne, elle n'a pas craint de dévoiler ses ambitions secrètes, en attaquant la Serbie, dont l'attitude modérée, et prête à toutes les concessions, sur les conseils de la Russie même, ne justifia jamais cette inqualifiable agression.

« Parlerai-je de l'effort militaire italien ? explique ensuite M. Tittoni.

Le meilleur moyen d'en faire comprendre l'importance au public français, c'était le témoignage des Français mêmes qui l'ont vu de près.

Des hommes éminents, qui sont en contact presque quotidien avec l'opinion publique, MM. Louis Barthou, Stéphen Pichon, Gabriel Hanotaux, Maurice Barrès et Joseph Reinach, ont été sur notre front, dans nos tranchées, au milieu de nos soldats. Ils ont causé avec notre roi, nos généraux, nos officiers et nos ***poilus***. Ils ont résumé leurs impressions fraîches, vives, spontanées, dans d'excellents articles. M. Barthou a voulu en renouveler l'expression dans cette conférence, dans laquelle il nous a montré, encore une fois, que l'éloquence et

l'efficacité de sa parole égalent la finesse et l'élégance de sa plume. Je n'ajouterai pas un mot à ce que lui et ses illustres amis ont dit avec tant d'éclat et d'autorité. Je me bornerai à les remercier publiquement au nom de mon pays pour leur persévérante collaboration à l'amitié franco-italienne, et comme tous ceux qui les ont lus ou entendus, j'associerai dans une même pensée les héros de Verdun et les héros du Trentin. Il me semble que le rude choc que nous avons supporté ensemble, que l'anxiété des premiers moments de l'offensive allemande et autrichienne à laquelle a bientôt succédé la joie d'apprendre que la bravoure de nos armées avait enrayé l'effort ennemi, ont encore plus resserré nos liens, uni nos âmes et nous ont fait mieux et avec plus d'intensité sentir et comprendre notre fraternité.

Pensons toujours à ceux qui combattent et qui meurent pour la patrie ! Ce sera le moyen le plus sûr de dissiper les difficultés intérieures et de cimenter l'union sacrée.

Je dois aussi remercier M. Anatole France qui a voulu présider notre réunion. Il est naturel qu'il soit au premier rang dans toutes les manifestations pour la justice qui est sa grande affection. Elle l'a toujours été.

Le jour de réception de M. Anatole France à l'Académie française (il est mélancolique pour moi comme pour lui de constater que ce jour est bien éloigné de nous) son confrère M. Gréard, après avoir fait allusion aux titres agréablement trompeurs de ses livres et loué les séductions d'une langue si parfaite qu'il semble qu'il n'ait à se défier que de sa grande perfection, mettait en relief sa qualité prééminente : son esprit de révolte contre toutes les injustices. M. Anatole France, cette qualité qui est l'honneur et l'orgueil de votre vie, les circonstances actuelles la font encore mieux apprécier !

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre comité faisant connaître au public l'effort anglais, belge, français, italien, japonais, russe et serbe a accompli une œuvre digne et patriotique. Mais il y a un autre effort dont le public a salué le commencement avec joie et dont il attend la continuation avec le concours de tous sans exception et sans interruption ou hésitation.

Cet effort est l'effort commun, l'effort collectif sur tous

les fronts dans le même moment, la coordination et l'action simultanée des forces alliées afin que les empires centraux cessent de jouir de l'avantage dont ils ont longuement et habilement profité, de combattre successivement sur chaque front, jamais sur tous les fronts ensemble. Certes, il y a aussi là une question de canons et de munitions. Les hommes clairvoyants, dès les premiers jours de la guerre, ont compris que le nombre et le renouvellement continu des canons et la production illimitée des munitions en constituent le facteur peut-être décisif, certainement le plus important. On l'a compris en France, où on peut justement se flatter d'avoir résolu le formidable problème. Il faut absolument que partout on ne redouble pas seulement, on centuple les efforts en prenant exemple de l'effort admirable de la France.

Je ne dirai pas que la victoire est à ce prix, car, en tout cas, notre confiance dans la victoire finale doit être inébranlable. Mais la confiance ne doit pas être mystique et contemplative ; elle doit s'appuyer sur l'action, sur l'action énergique et incessante, sur l'action qui ne faiblit pas un seul instant, qui ne s'arrête jamais. Car s'il faut penser à terminer la guerre par la victoire, il ne faut rien négliger pour l'obtenir le plus tôt possible.

Nous avons toujours dit et nous répéterons toujours que, quelle que soit la durée de la guerre, nous la poursuivrons jusqu'au bout. Mais ce serait vraiment inconscience et insouciance coupables de dire qu'il est indifférent que la guerre soit plus ou moins longue, comme si on pouvait être indifférent aux énormes sacrifices des peuples en sang et en argent. »

L'Italie n'a donc fait que sommer l'Autriche d'être fidèle à ses engagements et de respecter le droit, plutôt que de rester, par une aveugle neutralité, complice d'un pareil attentat.

Et, cependant, l'éminent homme d'Etat conclut que, malgré tout, la guerre ne doit pas finir avant qu'elle ait rendu possible une paix complète et définitive qui règle les problèmes de la politique européenne, d'une manière stable et dans le sens de la justice.

Et d'ailleurs, maintenant que la logique fatale des événements est en jeu, personne ne saurait arrêter la guerre déchaînée avant qu'elle atteigne d'elle-même son but élémentaire ; ni ceux qui en subiront les conséquences après en avoir été la cause ; ni même les Alliés qui ne l'ont pas voulue et qui seront vainqueurs (1).

(1) On trouvera le texte *in extenso* de ce discours dans la collection des *Pages actuelles*, Bloud & Gay, éditeurs.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. 5
L'effort Italien 7
Discours de M. Anatole France 25
Discours de M. Tittoni. 28

816. — Imp. Art. « Lux », 131, boul. Saint-Michel, Paris.

PUBLICATIONS DU COMITÉ

" L'EFFORT DE LA FRANCE ET DE SES ALLIÉS"

L'Hommage Français

L'EFFORT DE L'AFRIQUE DU NORD
par Augustin BERNARD, Professeur à la Sorbonne 0 50

L'EFFORT ALSACIEN-LORRAIN
par Benjamin VALLSTON 0 50

L'EFFORT BELGE
par M. Louis MARIN, député . . . . . 1 »

L'EFFORT BRITANNIQUE
par M. André LEBON, ancien ministre 0 50

L'EFFORT CANADIEN
par M. Gaston DESCHAMPS 0 50

L'EFFORT CANADIEN
par Mgr BAUDRILLART 0 50

L'EFFORT COLONIAL FRANÇAIS
par M. Albert LEBRUN, ancien ministre des Colonies. 0 50

L'EFFORT CHARITABLE DES ÉTATS-UNIS
par M. MILLERAND, ancien ministre 0 50

LA CONQUÊTE DES COLONIES Allemandes
par M. ROUME 0 50

L'EFFORT DE L'INDE et de l'Union Sud-Africaine
par M. Joseph CHAILLEY 0 50

L'EFFORT ITALIEN
par M Louis BARTHOU, ancien président du Conseil, ... 0 50

L'EFFORT JAPONAIS
par M. A. GÉRARD, ambassadeur de France. 0 50

LE LOYALISME et L'EFFORT JAPONAIS
par M. Paul LABBÉ 0 50

L'EFFORT DE PARIS
par Me Henri ROBERT, bâtonnier 0 50

LA POLOGNE
par M. G. LEYGUES, ancien ministre 0 50

L'EFFORT PORTUGAIS
par M. Paul ADAM 0 50

L'EFFORT RUSSE
par M. HERRIOT, ancien ministre 0 50

L'EFFORT SERBE
par M. Paul LABBÉ, Secrétaire général de la Société de Géographie commerciale . 0 50

LE SOLDAT FRANÇAIS
par le général MALLETERRE 0 50

L'EFFORT CHARITABLE de la SUISSE
par M. STEEG, ministre de l'Intérieur 0 50

BLOUD & GAY, Éditeurs, Paris-Barcelone

816.— Imp. Art. « Lux » 131, boul. St-Michel, Paris.

HSH 26397

END OF
TITLE